



Front Syndical de Classe, Créé par des militants CGT et FSU

Site : www.frontsyndical-classe.org - Courriel : frontsyndical.classe@laposte.net

« Rien ne fait plus de mal aux travailleurs que la collaboration de classes. Elle les désarme dans la défense de leurs intérêts et provoque la division. La lutte de classes, au contraire, est la base de l'unité, son motif le plus puissant. C'est pour la mener avec succès en rassemblant l'ensemble des travailleurs que fut fondée la CGT. Or la lutte de classes n'est pas une invention, c'est un fait. Il ne suffit pas de la nier pour qu'elle cesse : renoncer à la mener équivaut pour la classe ouvrière à se livrer pieds et poings liés à l'exploitation et à l'écrasement. »

H. Krasucki

Tous ensemble en même temps pour battre le pouvoir du Capital !

Dans un contexte de chômage de masse, de salaires comprimés, de précarité et de misère qui explosent, de casse des emplois et des services publics et de régression sociale tous azimuts qui dévaste jour après jour les acquis et les conditions de vie du peuple, le gouvernement a rendu public son projet de casse des retraites. Il ne comporte aucune surprise et se situe parfaitement dans la lignée des contre-réformes de 1993, 2003 et 2007 elles-mêmes cadrées par les directives européennes et par le sommet de Barcelone prévoyant, avec l'accord de Chirac et de Jospin, le recul de l'âge de la retraite dans toute l'UE.

Au programme, la baisse inévitable des pensions et l'aggravation de la situation des classes populaires avec le recul de l'âge de la retraite (62 ans) et de l'âge de la retraite à taux plein (67 ans) contraignant des millions de travailleurs à poursuivre au-delà de 62 ans car ils n'auront pas leurs trimestres (études longues, chômage, précarité...), le refus de reconnaître les métiers pénibles, l'augmentation des cotisations retraites des fonctionnaires...

Les prétextes invoqués par le gouvernement et matraqués à longueur de journées sur les médias aux ordres par des journalistes et des experts grassement rétribués par le capital, sont toujours les mêmes : compte-tenu de la démographie et des déficits, il faudrait « travailler plus longtemps ».

Cela ne tient pas la toute une seule seconde : alors que les profits des grands groupes capitalistes se comptent par dizaines de milliards chaque année, alors que chaque année la productivité du travail augmente, il n'y a aucun problème pour payer les retraites présentes et à venir dans notre pays. De même, les déficits (et qui enrichissent fabuleusement les banques qui s'engraissent grâce aux taux d'intérêt usuraires qu'ils font payer) sont créés de toute pièce par ceux qui s'en servent aujourd'hui pour justifier leur casse des retraites, à coups de cadeaux fiscaux et d'exonérations de « charges sociales » (au bas mot 30 milliards d'euros par an). Sans oublier non plus que la casse planifiée de l'emploi public et privé (suppressions de poste, délocalisations...) ainsi que la compression des salaires est responsable d'un énorme manque à gagner pour payer les retraites et, plus largement, la protection sociale.

Autrement dit, la casse des retraites, comme celle de la Sécu ou des services publics, ne répond à aucune fatalité mais seulement à de l'intérêt des grands groupes capitalistes prêts à tout pour maximiser leur profits et pour mettre la main sur les sommes colossales que représente le salaire socialisé (retraites, sécu) et les systèmes de solidarité mis en place au lendemain de la seconde guerre mondiale à partir du programme du Conseil National de la Résistance (CNR).

Face à cette situation, les directions syndicales françaises, quelques jours avant la période estivale et après avoir longtemps couru de « négociations » en discussions avec Sarkozy, semblent ne plus avoir de mots assez durs pour dénoncer le projet gouvernemental : « provocation », « inacceptable », « injuste », ...

Elles ont pourtant temporisé depuis des mois, disant attendre de voir les propositions du gouvernement et plaçant leurs espoirs dans le « dialogue social ». Comment avoir pu croire ou faire croire qu'il pourrait sortir quelque chose de positif de discussions avec un gouvernement de casseurs, aux ordres de grosses entreprises du CAC 40 et qui a placé son action sous le mot d'ordre : « casser le programme du Conseil de la Résistance » (comme l'expliquait Denis Kessler, ancien n°2 du MEDEF, intime de Sarkozy et de Strauss-Kahn) ?

C'est en tout cas une démonstration de plus que le syndicalisme de négociation et d'accompagnement, rassemblé au sommet dans la très officielle Confédération Européenne des Syndicats (CES), n'est aucunement capable de défendre les intérêts des travailleurs.

Car dans le même temps, ce syndicalisme s'illustre par le refus de construire le rapport de force et par l'organisation de journées d'action isolées et sans suite. Qu'on pense à l'inaction de la CES alors que tous les peuples européens sont frappés en même temps par un méga-plan de casse sociale (Grèce, Espagne, Portugal, Royaume-Uni, Irlande, Roumanie, Allemagne...) piloté par l'Union européenne. Qu'on songe aussi à l'expérience française de 2009 où la mobilisation historique et pleine d'espérance du mois de mars fut laissée sans mot d'ordre offensif et sans autre suite que deux journées d'action à deux mois d'intervalle, au point de décourager les travailleurs les plus combatifs.

Non, les journées de grève de temps à autre ne suffiront pas à faire reculer le pouvoir !

Oui, il faut en finir avec les illusions entretenues par les directions confédérales et de la Confédération Européenne des Syndicats sur les vertus du dialogue social et celles de l'entente entre partenaires sociaux qui ne servent à laisser du temps au pouvoir en présentant le gouvernement comme un partenaire alors qu'il est au service du grand patronat contre tous les acquis populaires.

Il n'y a rien à négocier avec le gouvernement. Pas question de retourner chez Sarkozy pour aller négocier des miettes la corde au cou.

Alors que 70 % des français sont contre le projet, seul son retrait peut aujourd'hui être à l'ordre du jour !

Et seul un rapport de force d'une ampleur historique méthodiquement construit à partir des revendications défendues de la base est en mesure de permettre la victoire des intérêts populaires :

- retrait du projet Woerth-Sarkozy

- Maintien du droit à la retraite à 60 ans et le retour aux 37,5 annuités pour tous, privé et public, ainsi qu'au calcul sur les 10 meilleures années dans le privé et le maintien du calcul sur les 6 derniers mois dans le public (annulation des contre-réformes de 93 et 2003).

- Indexation des pensions et retraites sur les salaires

- Maintien du Code des pensions et des statuts particuliers (annulation de la contre-réforme des régimes spéciaux de 2007)

C'est en ce sens que la journée du 24 juin prend une grande importance. Pas comme une journée d'action de plus, renvoyant la suite à la rentrée mais comme une journée de préparation et de construction à la base du rapport de force. Il faut utiliser les réunions syndicales, les AG de grévistes, les manifestations... pour mettre à l'ordre du jour un puissant travail de contre-offensive idéologique et la préparation d'action durant l'été et à la rentrée, avec plusieurs pistes possibles :

- constitution partout où c'est possible de comités unitaires, à la base, de défense des retraites comme cela si fit en 2005 contre la constitution européenne,

- préparation de rassemblements le 14 juillet, date symbolique de l'intervention populaire, au lendemain de l'annonce définitive du plan gouvernemental,

- préparation d'une rentrée offensive dès la fin août puisque le gouvernement entend soumettre son plan au Parlement le 7 septembre : Manifestation nationale à Paris pour la défense des retraites dès le début septembre avec mise en perspective d'une grève reconductible ? Appel à bloquer les zones industrielles de France, comme la CGT Goodyear demande à la confédération CGT de le préparer ?...

Face à un pouvoir qui programme délibérément l'appauvrissement du plus grand nombre pour sauver les profits des grands groupes capitalistes, la classe ouvrière et le monde du travail sont en état de légitime défense.

Face à l'offensive du grand capital, mise en musique par l'UE et les gouvernements nationaux, il va falloir se battre. Les peuples n'ont pas le choix : soit ils arrivent à lever de grands mouvements comme en 1936 ou en 1968, soit la misère va s'étendre dans de terribles proportions.

Tous ensemble en même temps pour battre le pouvoir du Capital !

Front Syndical de Classe, 20 juin 2010